

Déclaration d'Agadir : « Pour la terre et la souveraineté de nos peuples ! Dans la solidarité et dans la lutte ! »

mardi 18 mars 2014, par [ATTAC-CADTM Maroc](#), [CNCR](#), [Confédération paysanne](#), [FNSA/UMT](#), [Lutte de Terre](#), [Million des Femmes Rurales](#), [SNMPCM](#), [UAWC](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 2014).

Ddéclaration finale de la première rencontre des organisations paysannes du Maghreb et du Machrek, tenue à Agadir (Maroc) du 12 au 15 mars 2014 sous l'égide de la Via Campesina.

DECLARATION D'AGADIR

Nous, Organisations syndicales et mouvements paysans et mouvements sociaux :

- La Fédération Nationale du Secteur Agricole FNSA/UMT /MAROC
- Syndicat National des Marins pêcheurs, de la pêche côtière et hautière SNMPCM/MAROC
- la Confédération Paysanne Française
- l'Union des Comités du Travail Agricole Palestinien (UAWC)
- le Conseil Nationale Sénégalais de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR),
- ATTAC/CADTM Maroc
- l'Association Million des Femmes Rurales et l'Association Lutte de Terre Tunisiennes

Réunis, dans le cadre du Mouvement paysan International VIA CAMPESINA à Agadir les 13, 14 et 15 mars 2014 sous le slogan :

**« Pour la terre et la souveraineté de nos peuples !
Dans la solidarité et dans la lutte ! »**

Après avoir discuté du contexte local, régional et international, marqué par :

Premièrement, l'accentuation de la crise capitaliste multidimensionnelle (crise alimentaire, environnementale, énergétique, financière, économique, institutionnelle, d'endettement et de migration), et les tentatives des gouvernements à faire supporter aux travailleurs et travailleuses de la Terre et de la Mer (paysans pauvres, ouvriers et ouvrières agricoles, marins pêcheurs démunis) et à toutes les catégories populaires le coût de cette crise. Les politiques d'austérité misent en œuvre généralisent le chômage, la pauvreté, la précarité et la persécution des immigrés. Ceci à un moment

où les dépenses d'armement ont augmenté, ainsi que les guerres impérialistes menées dans le cadre de la concurrence pour le partage des sphères d'influence, et l'accaparement des richesses, sous le couvert de la légitimité internationale.

Deuxièmement, la montée des résistances populaires et les grèves des travailleurs et travailleuses de la Terre et de la Mer dans de nombreux pays, contre les répercussions de cette crise, et le déclenchement du processus révolutionnaire dans la région arabe et maghrébine en conséquence des décennies d'appauvrissement, de tyrannie, de domination impérialiste, et d'agression sioniste.

Après avoir mis l'accent, en particulier, sur la crise alimentaire liée aux spéculations capitalistes mondiales sur les produits agricoles, et l'encouragement de l'industrie des agro-carburants sous la pression des grandes sociétés de l'agrobusiness qui mènent une course pour l'acquisition des terres agricoles, notamment dans les pays du Sud.

Cette crise alimentaire a touché directement les peuples des pays du sud dépendants, en raison des politiques imposées par les institutions économiques mondiales, et le poids de la dette. Ce qui a été mis en évidence par les soulèvements et mobilisations populaires contre la hausse des prix des aliments qui ont éclaté en 2007 et qui persistent.

Après avoir étudié les conséquences des accords de libre échange qui contribuent au démantèlement de la production agricole paysanne partout dans le Monde et particulièrement dans les pays du sud, en inondant le marché par des produits agricoles subventionnés, et en imposant un modèle d'agriculture d'exportation qui épuise les ressources et pollue la nature.

Nous déclarons continuer à travailler ensemble pour :

Faire face :

- Aux choix néo-libéraux imposés par les institutions économiques internationales, et les gouvernements des pays impérialistes pour garantir les intérêts des multinationales et faire supporter le fardeau de la crise du capitalisme mondial aux classes populaires et travailleurs et travailleuses de la terre et de la mer .
- Aux nouvelles stratégies néo-coloniales et les guerres impérialistes qui empêchent la paix dans le Monde, et qui bafouent le droit des peuples à l'autodétermination politique, économique, sociale, et culturelle.
 - Au système capitaliste patriarcal qui génère les discriminations et les violences à l'égard des femmes.
- Au pillage capitaliste des ressources naturelles terrestres et maritimes, ce qui aggrave le phénomène de la famine qui sévit dans de nombreuses régions pauvres de la planète.
- Au modèle de l'agriculture industrielle et d'exportation qui aggrave la crise climatique , qui détruit l'agriculture paysanne, les liens solidaires dans le monde rural, et épuise l'eau, endommage la terre, et pollue la nature.
- A la politique d'accaparement des terres agricoles par les multinationales et les entreprises locales mandataires, et à l'expulsion des petits paysans de leurs terres, la destruction des semences locales, de la biodiversité végétale et animale et du patrimoine génétique ancestral.

Nous déclarons renforcer les solidarités locales, nationales et internationales :

- Pour une réforme agraire intégrale basée sur la distribution équitable de l'eau, des terres et des

politiques agricoles qui assurent tous les moyens de production, garantissent la souveraineté alimentaire et respectent l'environnement.

- Avec les luttes des paysans pauvres pour la défense de leurs terres et de leurs eaux contre les multinationales, des ouvrières et des ouvriers agricoles pour l'égalité des salaires, le droit à l'organisation syndicale, aux négociations collectives et à l'amélioration des conditions de travail, des marins pêcheurs contre la mainmise des grandes entreprises capitalistes.
- Avec les résistances des femmes contre l'oppression capitaliste et la domination Patriarcale. Pour la garantie de leur dignité et de leurs droits à l'égalité pleine et effective.
- Avec les luttes des peuples pour leur souveraineté, et contre les plans coloniaux, notamment en Afrique.
- Avec la résistance du peuple palestinien contre l'occupation sioniste.

Les organisations signataires de cette déclaration soutiennent les luttes des travailleurs et travailleuses de la Terre et de la Mer au Maroc. Elles revendiquent ainsi à l'Etat marocain le respect des Droits Humains, la libération des prisonniers politiques ; la ratification des conventions et accords internationaux relatifs à la garantie des droits et des libertés individuelles et collectives.

Elles appellent également à l'instauration des négociations collectives avec les organisations syndicales, à mettre fin aux entraves mises au droit syndical, et à garantir les droits des migrants sub-sahariens, tout en mettant un terme aux campagnes de racisme menées contre eux.

Les participantes et participants expriment leur soutien aux luttes des peuples pour la libération, la liberté, la dignité, la justice sociale et l'égalité. Et pour un monde dans lequel règne la solidarité entre les peuples, et où disparaît l'exploitation de l'Homme par l'Homme.
